

Unité départementale de l'Aisne
25 rue Albert Thomas
02100 Saint Quentin

Saint Quentin, le 31/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CLOE LOGISTIQUE

Chemin de la Marnière
02690 Essigny-Le-Grand

Références : 124_2026
Code AIOT : 0005104412

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2026 dans l'établissement CLOE LOGISTIQUE implanté VOIE DE LA MARNIERE 02690 Essigny-le-Grand. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CLOE LOGISTIQUE
- VOIE DE LA MARNIERE 02690 Essigny-le-Grand
- Code AIOT : 0005104412
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'inspection concerne le système de gestion de la sécurité du site sur le volet formation.
Il s'agit de s'assurer que les formations des personnels et entreprises extérieures sont en

adéquation avec les besoins et les risques associés à l'établissement Seveso seuil haut.
L'activité du site concerne le stockage de produits cosmétiques et la préparation de commande.

Thèmes de l'inspection :

- SGS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Formation – Organisation générale	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1	Demande d'action corrective	3 mois
6	Formation – Entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Formation – Plan de formation (élaboration)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1	Sans objet
3	Formation – Plan de formation (contenu)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1	Sans objet
4	Formation – Plan de formation (suivi)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1	Sans objet
5	Formation – Evaluation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

S'assurer que les formations des agents de sécurité sont suffisantes vis à vis des connaissances nécessaire pour faire face aux procédures d'urgence.

Mentionner l'ensemble des outils de gestion des formations dans la procédure générale.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Formation – Organisation générale

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1
Thème(s) : Risques accidentels, SGS
Prescription contrôlée :

Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :

1. Organisation, formation

[...] Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.

Constats :

La procédure SGS est décrite dans le document QHSE-MA-CO2 du 13/06/2024 version 1 suite à la reprise du site CLOE par HOUTCH.

Elle renvoie vers une procédure dédiée (QHSE_PR_C04 du 18/12/2025) qui précise les moyens mis en œuvre pour former le personnel et les intervenants extérieurs aux risques identifiés. Une formation QHSE générale est dispensée à toute personne amenée à travailler de façon autonome sur site. Une formation spécifique est dispensée pour les nouveaux embauchés et les personnels temporaires en fonction du poste de travail occupé.

Trois types de formation (formation générale à la sécurité, formation générale cariste préparateur, formation générale entreprise extérieure) sont mentionnées dans le paragraphe contenu alors que le paragraphe enregistrement et suivi des formations évoquent les formations du kiosque à formation et les autres formations ou habilitations.

En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis un tableau nommé habilitation du personnel qui indique pour chaque agent les prochaines échéances que ce soit pour des formations Équipier de Seconde Intervention, sauveteur secouriste du travail, des certificats (médicale, aptitudes à la conduite en sécurité).

Les formations mentionnées dans la procédure et dans le tableau des habilitations ne couvrent pas l'ensemble des formations dispensées au personnel. Il faut naviguer via le portail HSE pour identifier les formations mises en place (POI, détecteur gaz, procédures d'urgence).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La procédure qui définit les règles à suivre lors de la formation du personnel doit être actualisée afin d'identifier l'ensemble des formations et les outils de gestion associés.

Les outils de gestion avec des recouvrements sont :

kiosque à formations,
formations habilitantes,
formations spécifiques (POI ..)

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Formation – Plan de formation (élaboration)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1

Thème(s) : Risques accidentels, SGS
Prescription contrôlée : Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité : 1. Organisation, formation [...] Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.
Constats : L'exploitant a initié depuis 2024: Une formation gestion de crise et astreinte destinée aux agents qui assurent la direction des opérations en cas de déclenchement du POI (7 personnes formées en 2024). Une formation intermédiaire de gestion de crise destinée aux chefs d'équipes afin de gérer un début de crise en dehors des horaires de bureau. Ces formations ont été initiées suite à la reprise du site et aux retours d'expériences des exercices POI.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Formation – Plan de formation (contenu)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1
Thème(s) : Risques accidentels, SGS
Prescription contrôlée : Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité : 1. Organisation, formation [...] Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.
Constats : Trois types de formation sont mentionnés dans le paragraphe contenu. Formation générale à la sécurité. Formation générale cariste préparateur. Formation générale entreprise extérieure. La formation générale à la sécurité est divisée en plusieurs thématiques : Généralités/ Contrôle d'accès / Hygiène / La circulation dans l'entrepôt / Qualité et Ergonomie /

<p>Risques chimiques / Risques machines / Outils HSE / Urgences</p> <p><i>Pour les entreprises extérieures les thèmes abordés sont : Généralités EE/La circulation dans l'entrepôt/Plan de prévention et autorisation de travail-Risques incendie, explosion et chimiques (y compris ATEX) / EPI Balisage / Urgences</i></p> <p>Pour le poste de cariste préparateur les thèmes abordés sont : Généralités / Incendie & Explosion (y compris ATEX) / Circulation & chariots / Qualité / Risques chimiques / Risques au poste de travail / Urgences</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Préciser dans la procédure le nombre exact de modules de formation à suivre ou adapter le contenu de la formation générale.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Formation – Plan de formation (suivi)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1
Thème(s) : Risques accidentels, SGS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :</p> <p>1. Organisation, formation</p> <p>[...] Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Avant l'inspection, le plan de formation 2026 a été communiqué. Il liste par agent les formations à faire dans l'année. Il s'agit essentiellement de rappels afin d'obtenir la prorogation des certificats (CACES).</p> <p>Le plan de formation est suivi par le service RH. Les formations spécifiques sont suivies via le portail QHSE.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Formation – Evaluation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1
Thème(s) : Risques accidentels, SGS

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :</p> <p>1. Organisation, formation</p> <p>[...] Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Évaluation des formations :</p> <p>Pour les formations interactives, la personne est seule devant un diaporama. Une évaluation est incluse au diaporama et celle-ci abouti à une notation. Si la personne ne répond pas correctement aux questions posées, le diaporama revient automatiquement au début du chapitre incompris. En cas de difficultés, le responsable intervient pour apporter les explications nécessaires.</p> <p>La feuille d'évaluation est ensuite archivée automatiquement sur le serveur et la date enregistrée sur le logiciel.</p> <p>Pour toutes autres formations extérieures, les documents sont archivés dans les dossiers de formation du service RH</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Formation – Entreprises extérieures

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, SGS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :</p> <p>1. Organisation, formation</p> <p>[...] Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.</p>
<p>Constats :</p> <p>La procédure dédiée précise les moyens mis en œuvre pour former les intervenants extérieurs aux risques identifiés. Une formation QHSE générale est dispensée à toute personne amenée à travailler de façon autonome sur site.</p> <p>Les thématiques abordées sont : Généralités EE / La circulation dans l'entrepôt / Plan de prévention et autorisation de travail / Risques incendie, explosion et chimiques (y compris ATEX) / EPI Balisage / urgences. La formation est renouvelée chaque année.</p>

<p>Le contrôle d'accès est assuré par une société extérieure qui s'assure que les personnes intervenant sur le site ont suivi le module de formation dédié et dispose des habilitations ou formation nécessaire pour l'intervention.</p> <p>La base de données contient beaucoup de noms pour lesquels la date de validité des formations (fréquence annuelle) est dépassée.</p> <p>Chaque agent de la société de gardiennage a suivi 5 modules de formation (habilitation électrique, chaufferie, chimie, SST, extincteur EPI), renouvelés régulièrement en externe.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>S'assurer que les formations des agents de sécurité sont suffisantes vis à vis des connaissances nécessaire pour faire face aux procédures d'urgence.</p> <p>Si ce n'est pas le cas, les inclure dans la liste des personnes destinées à suivre le programme de formation sur les procédures d'urgence (fréquence 2 ans, durée 45 mn sur site).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>